



CHAPITRE 221

CHAPTER 221

LOI CONCERNANT LES EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES ET DE CERTAINES TAXES SCOLAIRES

AN ACT RESPECTING EXEMPTIONS FROM MUNICIPAL TAXATION AND FROM CERTAIN SCHOOL TAXES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des exemptions de taxes municipales*. S. R. 1925, c. 117, a. 1.

1. This act may be cited as the *Municipal Tax Exemption Act*. R. S. 1925, c. 117, s. 1.

SECTION I

DIVISION I

DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

RAILWAY COMPANIES

Exemption des
cités de ch.
de fer.

2. Toute municipalité de cité, de ville ou de village, peut, à titre d'aide, exempter de toutes espèces de taxes, cotisations et impôts municipaux, pour une période n'excédant pas vingt-cinq ans, toute compagnie de chemin de fer ayant une gare dans ses limites.

2. Any city, town or village municipality may exempt from all taxes, assessments and municipal imposts for not more than twenty-five years, any railway company having a station within its limits, for the purpose of assisting such company.

Exemption of
railway
companies.

Idem.

Cette exemption porte sur les bâtiments, la voie et le terrain occupé. S. R. 1925, c. 117, a. 2.

Such exemption shall extend to the buildings, track and ground occupied. R. S. 1925, c. 117, s. 2.

Idem.

Appro-
bation de
règle-
ment.

3. Tout règlement autorisant une telle exemption de taxes doit, avant d'avoir vigueur et effet, être approuvé par les électeurs de la municipalité qui sont propriétaires, en la manière prescrite par la charte de cette municipalité ou suivant les dispositions du Code municipal, et être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 117, a. 3.

3. Every by-law authorizing any such exemption, shall, before coming into force and effect, be approved by the electors of the municipality who are property-owners, in the manner prescribed by the charter of such municipality, or in accordance with the provisions of the Municipal Code, and shall also be approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 117, s. 3.

Approval
of
by-law.

Condi-
tions.

4. Les règlements faits en vertu de l'article 2 peuvent déterminer les conditions auxquelles l'aide est autorisée. S. R. 1925, c. 117, a. 4.

4. Any by-law passed in virtue of section 2 may determine the conditions under which the assistance is authorized. R. S. 1925, c. 117, s. 4.

Condi-
tions.

SECTION II

DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE
ET D'HORTICULTURESociétés
d'agri-
culture,
etc.

5. Toutes les propriétés appartenant à des sociétés d'agriculture et d'horticulture ou spécialement employées par ces sociétés pour des fins d'exposition, sont exemptes des taxes municipales et scolaires, mais sont sujettes aux travaux mitoyens. S. R. 1925, c. 117, a. 5.

DIVISION II

AGRICULTURAL AND HORTICULTURAL
SOCIETIES

5. All property belonging to or used specially for exhibition purposes by Agricultural or Horticultural Societies shall be exempt from municipal and school taxes, subject nevertheless to *les travaux mitoyens*. R. S. 1925, c. 117, s. 5.

Agricultural
societies,
etc.

SECTION III

DES COMMIS VOYAGEURS

Commis
voya-
geurs.

6. Par dérogation à toute autre loi générale ou particulière, aucune corporation municipale ne peut obliger une personne n'ayant pas de place d'affaires dans la municipalité à payer une taxe ou à se munir d'un permis pour prendre des commandes, vendre et livrer des marchandises si ces opérations ne sont faites qu'avec des marchands, commerçants ou manufacturiers dans le cours ordinaire de leurs affaires. S. R. 1925, c. 117, a. 6; 24 Geo. V, c. 38, a. 1; 4 Geo. VI, c. 48, a. 1.

DIVISION III

COMMERCIAL TRAVELLERS

6. Notwithstanding any other general law or special act, no municipal corporation shall oblige a person not having a place of business in the municipality to pay a tax or to procure a license in order to take orders for, and to sell and deliver merchandise, if these operations are only carried on with merchants, traders or manufacturers in the ordinary course of their business. R. S. 1925, c. 117, s. 6; 24 Geo. V, c. 38, s. 1; 4 Geo. VI, c. 48, s. 1.

Commer-
cial tra-
vellers.

SECTION IV

DES AGENTS D'ASSURANCE

Agents
d'assu-
rance.

7. Aucune corporation municipale ne peut prélever de taxe sur un agent ou représentant d'une compagnie d'assurance ou d'une société de secours mutuel. S. R. 1925, c. 117, a. 7.

DIVISION IV

INSURANCE AGENTS

7. No municipal corporation may levy any tax upon any agent or representative of an insurance company or mutual benefit association. R. S. 1925, c. 117, s. 7.

Insurance
agents.

SECTION V

DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET
ASSOCIATIONS CHARITABLESSociétés
de secours
mutuels,
etc.

8. Nonobstant toute loi spéciale ou générale au contraire, une société de secours mutuels ou association charitable, enregistrée sous l'empire des dispositions des articles 108 à 122 de la Loi des compagnies d'assurance de Québec (chap. 299) n'est sujette, comme telle, de la part des municipalités, à aucune licence ou taxe d'affaires, sauf, cependant, si elle se prévaut des dispositions du paragraphe 6 de l'article 106 de ladite loi. S. R. 1925, c. 117, a. 8.

DIVISION V

MUTUAL BENEFIT AND CHARITABLE
ASSOCIATIONS

8. Any special or general law to the contrary notwithstanding, no mutual benefit association or charitable association, registered under the provisions of sections 108 to 122 of the Quebec Insurance Act (Chap. 299), shall, as such, be subject to any license or business tax on the part of any municipality, unless, however, it should avail itself of the provisions of subsection 6 of section 106 of the said act. R. S. 1925, c. 117, s. 8.

Mutual
benefit
associa-
tions, etc.

SECTION VI

DIVISION VI

DE CERTAINES EXEMPTIONS DE TAXES
MUNICIPALES ET SCOLAIRES DANS
LES MUNICIPALITÉS RÉGIES
PAR DES LOIS SPÉCIALESCERTAIN EXEMPTIONS FROM MUNICIPAL AND
SCHOOL TAXES IN MUNICIPALITIES
GOVERNED BY SPECIAL ACTSPropri-
étés reli-
gieuses.

9. Dans toute municipalité régie par une loi spéciale, sont des biens non imposables et sujets aux dispositions concernant les biens des fabriques et des institutions et corporations religieuses contenues dans la loi spéciale régissant la municipalité où ils sont situés, les immeubles suivants, savoir: les archevêchés et les évêchés, y compris le terrain sur lequel ils sont construits, et les presbytères et les maisons curiales, y compris le terrain sur lequel ils sont construits, occupés comme résidence par le prêtre ou le ministre en charge d'une église quelconque ou d'un édifice servant au culte public, que le presbytère ou la maison curiale soit la propriété de la fabrique ou de l'institution ou corporation religieuse, propriétaire de l'église ou de l'édifice servant au culte public, ou qu'il soit occupé par le prêtre ou ministre en qualité de locataire, pourvu qu'un seul presbytère, maison curiale ou résidence pour chaque église ou édifice servant au culte public bénéficie de l'exemption accordée par la présente section. S. R. 1925, c. 117, a. 9; 16 Geo. V, c. 39, a. 1.

Limita-
tion de
l'exemp-
tion.

10. Toutefois, la résidence d'un prêtre ou d'un ministre qui n'est pas la propriété de la fabrique, de l'institution ou de la corporation religieuse propriétaire de l'église ou de l'édifice servant au culte public n'est exempte de la contribution foncière que sur une valeur cotisée de quinze mille dollars seulement. S. R. 1925, c. 117, a. 10.

Idem.

11. Nonobstant les dispositions de l'article 9, aucune exemption ne sera cependant accordée lorsque la résidence du prêtre ou du ministre en charge d'une église quelconque est située en dehors de la municipalité où se trouve l'église desservie par ce prêtre ou ministre. S. R. 1925, c. 117, a. 11.

Church
property.

9. In every municipality governed by a special act, the following immovables shall be exempt from taxation and subject to the provisions respecting the property of *fabriques* and of religious institutions and corporations contained in the special act governing the municipality where such immovables are situated to wit: the archbishops' and bishops' palaces, including the land on which they are built, and the presbyteries and parsonages, including the land on which they are built, occupied for residential purposes by the priest or the minister in charge of any church or of any edifice used for public worship, whether the presbytery or parsonage be the property of the *fabrique* or of the religious institution or corporation, the owner of the church or of the edifice used for public worship, or whether it be occupied by the priest or minister as a tenant, provided that only one presbytery, parsonage or residence for each church or edifice used for public worship shall benefit from the exemption granted by this division. R.S. 1925, c. 117, s. 9; 16 Geo. V, c. 39, s. 1.

Exemp-
tion
limited.

10. The residence of a priest or minister which is not the property of the *fabrique* or of the religious institution or corporation, the owner of the church or of the edifice used for public worship, shall, however, be exempt from real estate tax on an assessed value of fifteen thousand dollars only. R. S. 1925, c. 117, s. 10.

Idem.

11. Notwithstanding the provisions of section 9, no exemption shall be granted when such residence of the priest or minister in charge of any church is situated outside of the municipality where the church served by such priest or minister is situated. R. S. 1925, c. 117, s. 11.

Municipalités scolaires.

12. La présente section s'applique aux municipalités scolaires régies par une loi spéciale, et, dans chacune de ces municipalités, les immeubles mentionnés dans l'article 9 sont des biens non imposables suivant les dispositions dudit article. S. R. 1925, c. 117, a. 12.

12. This division shall apply to school municipalities governed by a special act, and, in each one of such municipalities, the immovables mentioned in section 9 shall be property exempt from taxation under the provisions of the said section. R. S. 1925, c. 117, s. 12.

Application.

13. Les dispositions des articles 9, 10, 11 et 12 de la présente loi sont censées avoir eu leur application depuis le premier janvier 1921. S. R. 1925, c. 117, a. 13.

13. The provisions of sections 9, 10, 11 and 12 of this act shall be deemed to have applied as from the 1st of January, 1921. R. S. 1925, c. 117, s. 13.

SECTION VII

TAXES SUR LES NON-RÉSIDENTS

Travailleurs non-résidents.

14. Nonobstant toute disposition légale, une municipalité dont la population est de cinq mille âmes ou plus ne peut, quelle que soit la loi générale ou spéciale en vertu de laquelle elle est constituée, prélever par voie de règlement, de résolution ou d'ordonnance, une taxe, un droit ou une cotisation sur une personne travaillant à un ouvrage quelconque dans les limites de son territoire, à raison du seul fait que cette personne ne réside pas ou n'est pas domiciliée dans ce territoire. 17 Geo. V, c. 34, a. 1.

14. Notwithstanding any provision of law, no municipality whose population is five thousand or more, whatever may be the general or special act under which it is constituted, may levy, by by-law, resolution or ordinance, a tax, duty or assessment upon any person working at any work whatsoever within the limits of its territory, for the sole reason that such person does not reside or is not domiciled in such territory. 17 Geo. V, c. 34, s. 1.

SECTION VIII

TAXES SUR LES SUCCURSALES

Taxe d'affaires, etc.

15. Toute corporation municipale imposant une taxe d'affaires, une taxe spéciale ou un permis aux contribuables qui y exploitent certains commerces, peut imposer:

Pluralité d'établissements.

1° À ceux qui y exploitent plus d'un établissement similaire; pour chaque tel établissement, une taxe d'affaires, une taxe spéciale ou un permis à un taux n'excédant pas de plus de la moitié celui de la taxe ou permis imposé à celui qui n'exploite qu'un établissement, l'augmentation ne devant pas excéder, pour chaque établissement, cent dollars par année;

Succursales seulement.

2° À ceux qui n'ont pas leur principale place d'affaires dans la municipalité; pour chaque établissement qu'ils y exploitent, une taxe d'affaires, une taxe spéciale ou un permis à un taux n'excédant pas le double de celui de la taxe ou permis imposé à celui qui n'exploite qu'un établis-

DIVISION VII

TAXES ON NON-RESIDENTS

DIVISION VIII

TAXES ON BRANCHES

15. Every municipal corporation, imposing a business tax, a special tax or a license upon ratepayers carrying on certain businesses therein, may impose:

Business tax, etc.

1. Upon those operating in the municipality more than one similar establishment: for each such establishment, a business tax, a special tax or a license at a rate not exceeding by more than one-half the rate of the tax or license imposed upon those operating one establishment only, the increase for each establishment not to exceed one hundred dollars per year;

Several establishments.

2. Upon those not having their principal place of business in the municipality: for each establishment that they operate therein, a business tax, a special tax or a license at a rate not exceeding double the rate of the tax or license imposed upon those operating one establishment only,

Branches only.

sement, l'augmentation ne devant pas excéder, pour chaque établissement, deux cents dollars par année.

Autres taxes prohibées.

Nulle corporation municipale ne peut autrement imposer une taxe spéciale ou un permis à une personne qui y exploite un établissement à raison de ce qu'elle ne réside pas ou n'a pas sa principale place d'affaires dans la municipalité ou à raison de ce qu'elle exploite plus d'un établissement dans la province ou dans la municipalité; toute disposition contraire dans une loi générale ou particulière est révoquée. S. R. 1925, c. 117, a. 6a; 4 Geo. VI, c. 48, a. 2.

the increase for each establishment not to exceed two hundred dollars per year.

No municipal corporation may otherwise impose a special tax or a license upon a person operating an establishment in the municipality by reason of such person not residing or not having his principal place of business therein, or operating more than one establishment in the Province or in the municipality; any provision to the contrary in a general law or special act is repealed. R. S. 1925, c. 117, s. 6a; 4 Geo. VI, c. 48, s. 2.

Other taxation prohibited.

SECTION IX

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SALUBRES

Approbation de projets.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le juge opportun et aux conditions qu'il détermine, autoriser toute corporation municipale de cité, de ville ou de village à approuver, conformément au paragraphe *a*) de l'article 14 de la loi du Parlement du Canada 2 George VI, chapitre 49, tout projet prévu par ledit article pour la construction dans son territoire de maisons d'habitation à loyer modéré.

Exemptions, etc.

Lorsqu'une corporation municipale, après autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, a approuvé un tel projet de construction de maisons d'habitation, elle peut, ainsi que toute corporation scolaire, de syndics ou de fabrique de paroisse ayant juridiction dans le même territoire, consentir à toute société de logements à dividende limité les commutations, remises et exemptions de taxes et d'impôts requises par l'article 14 de ladite loi. 3 Geo. VI, c. 101, a. 1.

DIVISION IX

BUILDING OF SANITARY HOUSES

16. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems expedient and upon such conditions as he may fix, authorize any municipal corporation of a city, town or village to approve, in conformity with paragraph *a* of section 14 of the act of the Parliament of Canada 2 George VI, chapter 49, any project contemplated by the said section for the construction in its territory of low-rental dwelling houses.

Approval of project.

Whenever a municipal corporation, after authorization by the Lieutenant-Governor in Council, has approved any such project for constructing dwelling houses, it may, and any school corporation, or corporation of trustees or *fabrique* of a parish having jurisdiction in the same territory may, grant to any limited-dividend housing corporation the commutations, remissions and exemptions of taxes and levies required by section 14 of the said act. 3 Geo. VI, c. 101, s. 1.

Exemption, etc.

SECTION X

AMÉLIORATION DES PROPRIÉTÉS

"Corporation".

17. Dans la présente section, le mot "corporation" désigne toute corporation municipale constituée ou régie par une loi générale ou par une loi spéciale, toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles et généralement toute com-

DIVISION X

IMPROVEMENT OF PROPERTY

17. In this division, the word "corporation" means any municipal corporation constituted or governed by a general law or by a special act, any corporation of school commissioners or of school trustees, and, generally, any commission or board

"Corporation".

mission et tout bureau constitués pour fins d'administration d'écoles dans la province. 1 Geo. VI, c. 53, a. 1.

constituted for the administration of schools in this Province. 1 Geo. VI, c. 53, s. 1.

Plus-value non imposable.

18. Toute corporation peut décréter, par résolution, que la plus-value donnée à un immeuble par les réparations ou améliorations faites en vertu de la loi fédérale dite "Loi garantissant des emprunts pour réfections de maisons 1937" ne sera pas imposable durant la période que la corporation déterminera, mais qui ne devra pas excéder cinq ans. 1 Geo. VI, c. 53, a. 2.

18. Any corporation may enact, by resolution, that the plus-value given to an immovable through the repairs or improvements made under the Federal Act, called "The Home Improvement Loans Guarantee Act, 1937", shall not be taxable during such period as the corporation may determine, which period, however, not to exceed five years. 1 Geo. VI, c. 53, s. 2.

Exempting plus-value.

SECTION XI

ANNULATION D'EXEMPTIONS ET COMMUTATIONS

Annulation d'exemptions, etc.

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'annulation des exemptions et commutations de taxes municipales ou scolaires dont bénéficie une entreprise papetière, lorsqu'il juge que ses exploitants commettent des actes préjudiciables aux intérêts de la province et à la conservation du domaine forestier. 3 Geo. VI, c. 25, a. 1.

DIVISION XI

CANCELLATION OF EXEMPTIONS AND COMMUTATIONS

19. The Lieutenant-Governor in Council may order the cancellation of the exemptions and commutations of municipal or school taxes from which any paper enterprise is profiting, whenever he deems that its operators are committing acts prejudicial to the interests of the Province and to the conservation of the forest domain. 3 Geo. VI, c. 25, s. 1.

Cancellation of exemptions, etc.